



Article original

Connaissances et attitudes des détenus face au VIH/SIDA en Moyenne Guinée

Knowledge and Attitudes of Prisoners regarding HIV / AIDS in the Middle Guinea

AA S Diallo, AI Sylla*, H Sow, A Doumbouya, AA Soumah, AD Doumbouya, C Meliho, KDiallo, O Sow, A Diallo, AG Diallo

Résumé

Introduction : La présente étude réalisée dans la région de la Moyenne Guinée en République de Guinée auprès des détenus avait pour objectif d'évaluation les connaissances et attitudes des détenus face au VIH/SIDA.

Matériel-Méthodes : Il s'agissait d'une étude prospective transversale de type descriptif d'une durée de 3 mois allant du 1^{er} Décembre 2016 au 28 Février 2017. Elle a été réalisée dans les 3 maisons de détentions de la Moyenne Guinée : Maison Centrale de Labé, Maison Centrale de Mamou et la Prison Civile de Pita. L'étude a porté sur 199 détenus.

Résultats : Le sexe masculin dominait avec 95,48% de détenus contre 4,52% de femmes et un sex-ratio de 21,11; l'âge moyen des détenus était 28,75 ans et un extrême d'âge de 15 à 87 ans. Le rapport sexuel non protégé était le mode de transmission le plus cité avec 62,81%. Le moyen de prévention le plus cité était l'utilisation systématique du préservatif pendant le rapport sexuel soit 57,29%. 37,28% des détenus avaient été dépisté et 44,72% entretenaient des relations

sexuelles non protégés avec les professionnels de sexe. Seulement une minorité de détenus acceptait de vivre sous le même toit que les PVVIH soit 19,6%. Seul 53,27% prenaient des précautions lors des rapports sexuels. Le préservatif a été utilisé par 98% de détenus comme moyen de précaution contre 2% qui ont utilisés les médicaments. 37,69% des détenus utilisaient souvent le préservatif pendant les rapports sexuels.

Conclusion : Les résultats de notre étude montrent que le niveau de connaissances des détenus est faible en matière de VIH et qu'il existe de risques majeurs de contamination du VIH/SIDA chez les enquêtés.

Mots clés : Connaissances, Attitudes, Pratiques, VIH/SIDA, Détenus.

Abstract

Introduction

The aim of this study, conducted in the Middle Guinea region of the Republic of Guinea among prisoners, was to assess prisoners' knowledge, attitudes and practices regarding HIV / AIDS.

Methods

This was a prospective cross-sectional descriptive study lasting 3 months from December 1st, 2016 to February 28th, 2017.

It was carried out in the 3 detention houses of Middle Guinea: Central House of Labé, Central House of Mamou and the Civil Prison of Pita. The study covered 199 prisoners

Results

The male dominated with 95.48% of inmates versus 4.52% of women and a sex ratio of 21.11; the average age of the inmates was 28.75 years and an extreme age of 15 to 87 years. Unprotected sex was the most commonly reported mode of transmission with 62.81%. The most commonly cited prevention was the consistent use of condoms during intercourse, 57.29%.

37.28% of inmates had been screened and 44.72% had unprotected sex with sex workers. Only a minority of detainees agreed to live under the same control as PLHIV, ie 19.6%. Only 53.27% took precautions during sex. The condom was used by 98% of prisoners as a precaution against 2% who used the drugs. 37.69% of inmates often used condoms during sex.

Conclusion

The results of our study show that the level of knowledge of prisoners is low in terms of HIV and that there is a major risk of HIV / AIDS contamination among respondents.

Keywords: Knowledge, Attitudes, Practices, HIV / AIDS, Prisoners.

Introduction

Les prisons sont des lieux à haute prévalence du VIH et des hépatites virales. Une comparaison des données existant en milieu libre et en milieu pénitentiaire permet d'estimer que la prévalence du VIH en milieu pénitentiaire est 3 à 4 fois supérieure à celle constatée en milieu libre [1].

Il est souvent impossible de se prêter à des tests volontaires et de recevoir des conseils en matière de VIH. Dans bien des pays, il est fréquent que les détenus n'aient pas accès aux programmes de prévention, aux moyens de prévention (préservatifs, lubrifiants, aiguilles et seringues, agents chlorés) et aux traitements, y compris les traitements de substitution aux opiacés. Le manque d'information des détenus sur les risques de contracter et de transmettre le VIH, conjugué à l'absence de moyens de protection et de soins appropriés, accroît le risque d'infection. [2]

Les publications existantes font état d'un certain nombre de facteurs qui contribuent à la transmission du VIH dans les établissements pénitentiaires en Afrique, tels que la faiblesse du système de justice pénale et de l'appareil judiciaire, l'attitude réprobatoire de la société, l'indifférence des institutions et de la société, le manque de ressources pour l'entretien des établissements pénitentiaires existants, une alimentation et une nutrition médiocres, le manque de soins de santé, la surpopulation, la cohabitation des prévenus et des condamnés, les comportements sexuels et autres comportements à haut risque (tels que la consommation de drogues injectables et l'échange de sang) et l'absence de visites conjugales.[3] Ainsi, la fréquence élevée du VIH chez les détenus et l'absence d'étude antérieure sur ce sujet en Guinée ont motivé la réalisation de cette étude, tout en se fixant comme objectif l'évaluation des connaissances et attitudes des détenus face au VIH/SIDA en Moyenne Guinée.

Méthodologie

Notre étude est réalisée dans la région de la moyenne guinée ; trois maisons de détention ont servi comme cadre d'étude : la Maison centrale de Labé, la Maison centrale de Mamou et la Prison civile de Pita. Nous avons ciblé tous les détenus

dans ces 3 prisons durant notre période d'étude. Notre étude a porté sur tous les détenus qui ont accepté de répondre à notre questionnaire. Il s'agit d'une étude prospective transversale de type descriptif qui s'étendait sur une période de 3 mois allant du 1^{er} Décembre 2016 au 28 Février 2017. Comme critère d'inclusion : avaient été inclus dans cette étude tous les détenus ayant accepté de répondre au questionnaire durant la période d'étude, sans distinction de sexe, d'âge et de provenance. Ont été exclus dans cette étude tous les détenus n'ayant pas accepté de répondre au questionnaire. Un échantillonnage aléatoire à deux (2) niveaux a été réalisé : Niveau 1 : Le choix par sondage aléatoire simple des maisons de détention a été fait parmi les maisons de détention que compte la Moyenne Guinée. Niveau 2 : Le choix par sondage aléatoire systématique des détenus dans chacune des maisons de détention à l'aide de la répartition par cale est fait pour que chaque détenu ait la même chance d'être tiré.

Résultats

Un échantillon requis de 199 détenus a été obtenu lors de cette étude.

L'âge moyen des détenus enquêtés était de 28,75 ans avec des extrêmes d'âge de 15 à 87 ans. La tranche d'âge la plus représentée était celle de 23-30 ans avec un pourcentage 36,7.

Le sexe masculin prédominait avec une proportion de 95,48% contre 4,52% de femmes. Le sex ratio était de 21,11 pour homme.

La nationalité des détenus était dominée par les guinéens soit 96,98% contre 3,02% d'étrangers.

La ville de Mamou était la plus représentée en termes de résidences des détenus soit 27,64% suivi de celle de Labé 25,63% et Pita 23,12%.

Les célibataires sont majoritaires avec une proportion de 70,85% suivi des mariés 27,14% ;

les divorcés 1,51% et les veufs 0,5%. Le niveau d'étude était un aspect important pour évaluer le niveau de connaissance des détenus. 43,22% des détenus n'avaient jamais été scolarisés suivi de ceux qui se sont limités au primaire soit 25,13% ; du niveau collège 22,61% ; le lycée 3,52% ; université 3,02% et l'école professionnelle 2,51%. Concernant la connaissance de la maladie, 89,45% des détenus avaient entendu parler du VIH/SIDA contre 10,55%. Les médias étaient la source d'information la plus citée dans 63,82% des cas suivis des amis dans 49,75% ; les proches 25,13% ; les pairs éducateurs 24,62% ; les campagnes de sensibilisation 23,12% et les agents de santé 11,06%. La majorité des détenus croyaient à l'existence du VIH/SIDA pour un pourcentage de 69,85% contre 30,15% qui ne croyaient pas du tout à l'existence du VIH/SIDA. La méconnaissance des sigles du VIH et SIDA était remarquable lors de cette étude, 4,52% connaissaient la définition du sigle VIH contre 95,48% qui ne pouvaient pas définir. Quant à celui du SIDA seuls 6,53% de détenus ont pu définir contre 93,47% qui n'ont pas pu définir. Le rapport sexuel non protégé était le moyen de transmission le plus cité par les détenus soit 62,81% suivi de la transmission de la mère à l'enfant pendant l'accouchement soit 36,18% ; 34,67% pour la transfusion sanguine et 26,63% des détenus ont cité la blessure avec les objets souillés par le sang d'une personne infectée (Figure 1).

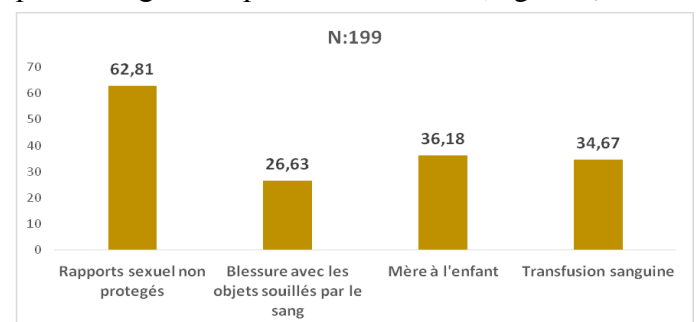


Figure 1: Répartition des 199 détenus selon leur connaissance des moyens de transmissions du VIH/, Mamou, Labé, Pita .Moyenne Guinée)

L'utilisation systématique du préservatif lors des rapports sexuels était considéré comme le moyen de prévention le plus efficace avec une proportion de 57,29% suivi de la fidélité à un partenaire sexuel soit 39,2% ; l'éviction de l'utilisation multiple d'un objet tranchant dans 38,19% des cas ; l'abstinence de tout rapport sexuel avant le mariage soit 27,14% et l'éviction du contact non protégé avec le sang était cité dans 25,63% des cas (Figure 2).

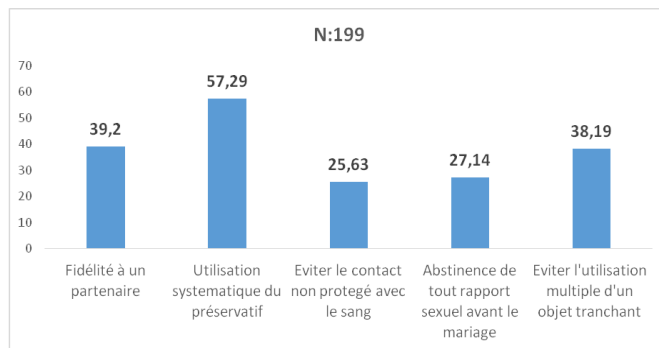


Figure 2: Répartition des 199 détenus selon leur connaissance des moyens de prévention du VIH/SIDA (1^{er} Décembre 2016 au 28 Février 2017, Mamou, Labé, Pita .Moyenne Guinée)

51,26% des détenus avaient reçu une proposition de dépistage auparavant contre 48,74% qui n'avaient pas reçus. Seuls 38,24% de ce groupe de tenus avaient été dépisté contre 61,76%. Certains détenus disaient qu'ils acceptaient d'être dépistés maintenant pour une proportion de 47,24% contre 52,76%. La majeure partie de ces détenus étaient prêts à communiquer leur statut sérologique dans 81,91% des cas contre 18,09% qui n'étaient pas prêts. Le conjoint était le plus cité pour être informé du statut sérologique de son partenaire avec 21,61% suivi de proche 17,09% et le collaborateur du service dans 6,03% des cas.

L'entretien du rapport sexuel non protégé avec les professionnels de sexe rencontré dans 44,72% des cas contre 55,28% qui n'entretenaient pas cette relation. 31,16% des détenus n'avaient aucun

partenaire sexuel durant les 24 derniers mois suivi 16,08% des détenus qui avaient eu un seul partenaire sexuel.

Seuls 19,6% des détenus qui acceptaient de vivre sous le même toit une PVVIH/SIDA contre 80,4%. 46,73% des détenus n'avaient aucun lieu d'obtention du préservatif suivi de la boutique avec un pourcentage de 29,15% ; la pharmacie 26,63% ; le tablier 22,11% ; les bars ou night-club 18,09% ; le personnel de santé 15,58% et à travers les amis 10,05%. La prise de précautions pour éviter la contamination du VIH/SIDA pendant les rapports sexuels était observée chez 53,27% contre 22,61% qui n'avaient pas de précautions et 24,12% qui n'avaient pas de réponse à cette question. Dans ce lot 98% des enquêtés utilisaient le préservatif contre 2% qui ont utilisé les médicaments traditionnels. Le rythme d'utilisation du préservatif était important, car ça nous permettait de connaître la pratique des détenus pendant les rapports sexuels. 37,69% utilisaient souvent le préservatif suivi de ceux qui n'avaient aucune réponse à cette question soit 27,64% ; ceux qui n'utilisaient jamais avaient une proportion de 20,10% et 14,57% utilisaient à chaque relation sexuelle (Tableau I).

Tableau I: Répartition des 199 détenus selon le rythme d'utilisation du préservatif (1^{er} Décembre 2016 au 28 Février 2017, Mamou, Labé, Pita .Moyenne Guinée)

Rythme	Effectif	Pourcentage (%)
Jamais	40	20,10
Souvent	75	37,69
Toujours	29	14,57
Pas de réponse	55	27,64
Total	199	100

Discussion

De nombreuses études concernant la connaissance attitude et pratique liée au VIH/SIDA ont été réalisées au niveau de plusieurs couches sociales, mais jamais chez les personnes privées de leurs libertés ou en conflit avec la loi en Guinée.

Cette étude a été réalisée dans les trois (3) lieux de détention de la région de la moyenne guinée à savoir : la Maison Centrale de Labé, la Maison Centrale de Mamou et la Prison Civile de Pita. Les détenus ont été les cibles de notre enquête. Cette couche socioprofessionnelle qui est privé de sa liberté constitue un vecteur de propagation des maladies sexuellement transmissibles. Elle a été réalisée chez les détenus pour évaluer leur niveau de connaissance, attitude et pratique face au VIH/SIDA à cause des comportements à risque.

Pendant le déroulement de l'enquête nous avons été confrontés à plusieurs difficultés qui sont entre autres : La réticence et le refus catégorique de certains détenus qui pensent que l'enquête est une façon déguisée de déterminer le taux de prévalence du VIH/SIDA dans les lieux de détentions. Le VIH/SIDA est considéré comme lié à la sexualité, l'infidélité et donc il est perçu comme un sujet tabou chez les détenus. Le non accord de temps pour l'enquête, la non maîtrise des langues nationales du pays par les enquêteurs.

Les données quantitatives et qualitatives enregistrées au cours de cette étude permettent d'avoir une idée approximative sur les observations suivantes :

Un échantillon requis de 199 enquêtés ont été inclus dans notre étude dans ces trois lieux de détentions de la moyenne guinée.

La moyenne d'âge de nos enquêtés était de 28,75

ans avec des extrêmes d'âge de 15 et 87 ans. Ce résultat s'expliquerait par le fait que cette tranche d'âge constitue une population jeune très active dans la délinquance juvénile. Notre résultat est inférieur à ceux de l'ESCOMB 2015 réalisé en Guinée [4] et du PNLIS dans leur enquête comportementale et de séroprévalence du VIH chez les prisonniers au Togo en 2011 [5] qui ont trouvés respectivement une moyenne d'âge 32,7 ans et 30,4 ans.

Durant notre enquête nous avons observé une prédominance masculine de 95,48% contre 4,52% de femme avec un sex-ratio de 21,11 pour homme. Ce résultat s'explique par le fait que les femmes ne sont pas dans le banditisme ou le malfrat contrairement aux hommes qui constituent un véritable danger pour la société selon les délits d'incarcération. Ce résultat est supérieur à celui de l'ESCOMB 2015 réalisé en Guinée [4] qui a rapporté une prédominance masculine de 68,9%. Selon Perreau C [6], malgré la prédominance masculine, la couche féminine représentait 11% dans son étude. La prison constitue un secteur dans lequel on rencontre plusieurs nationalités différentes. Dans notre étude nous avons rapporté un taux de détenus nationaux plus élevé avec 96,98% contre 3,2% pour les étrangers. Ce résultat est la preuve que le milieu carcéral constitue un secteur à risque pour la propagation des pathologies sexuellement transmissibles à cause de la présence de plusieurs nationalités différentes. Ce résultat est inférieur à celui de l'ESCOMB 2015 réalisé en Guinée [4] qui a rapporté que les nationaux occupaient une grande place dans leur étude avec une proportion de 99,60%. Ces données corroborent les données actuelle de la littérature concernant la présence de plusieurs nationalité dans les lieux de détention comme ceux de du PNLIS [5], Perreau C [6] et

Ouédraogo O et coll [7] qui ont trouvés respectivement 9,5% ; 11% et 12% d'étrangers incarcérés dans les différentes prisons au moment des enquêtes.

Toutes les préfectures de la moyenne guinée ont été retrouvées dans notre étude, les plus majoritaires sont les grandes villes comme Mamou avec 27,64% suivi de Labé 25,63 et Pita 23,12%. Les trois maisons de détentions de 3 villes respectaient un peu les normes de détentions avec une grande capacité d'accueil, alors que certaines de ces villes n'ont que des lieux de détentions provisoires soit dans à la police ou la gendarmerie. La majeure partie des détenus étaient des célibataires avec 70,85%. Ce résultat est en rapport avec la population jeune rencontrée dans cette étude. Notre résultat est inférieur à celui de l'ESCOMB 2015 réalisé en Guinée [4] qui a trouvé 76,3% de célibataire. PNLS [5], Perreau C [6] ont rapportés ces données suivantes : 35,7% et 64% de célibataires. La Non scolarisation des enfants dans notre pays est un handicap et constitue une source de plusieurs problèmes pour la société, comme l'augmentation de la délinquance juvénile, le banditisme. D'autre part, elle est favorisée par le niveau de vie de la population ou par les coutumes de certaines localités du pays. Dans notre étude, nous avons trouvé 43,22% de nos enquêtés n'avaient jamais été scolarisés. La plupart de nos enquêtés ont abandonnés les études dès le bas âge, soit à cause de la pauvreté, du milieu dans lequel le sujet grandit, par le manque de soutien financier ou moral, ou peut-être par l'orphelinat. Le PNLS de Togo [5] avait rencontré 18,9 détenus non scolarisés et 55% de détenus dans l'étude de Perreau C [6] étaient sans diplôme.

Nous avons enregistré dans cette étude 89,45% qui ont entendus parler du VIH/SIDA contre 10,55% qui n'ont jamais entendus parler de la maladie. Ce

résultat est la preuve que cette pandémie a pris de l'ampleur dans le monde et le rôle des campagnes de sensibilisation de masse pour l'information des populations sur le VIH/SIDA. Notre résultat est inférieur à celui de l'ESCOMB 2015 réalisé en Guinée [4] qui ont rapporté 96,54%. Nous avons obtenus 63,82% qui ont répondues avoir comme sources d'information les medias, suivi des amis avec 49,75%. Notre résultat s'explique par la multiplicité des radios et télés privées dans notre pays et leur implication dans la diffusion des messages, spots publicitaires faites par les ONG, Institutions nationale et internationale, les artistes sur le VIH/SIDA. Malgré l'information sur le VIH/SIDA, les détenus ont éprouvé d'énormes difficultés quant à la définition de l'acronyme VIH/SIDA. 4,42% des détenus connaissaient la définition du sigle VIH contre 95,48% qui n'ont pas pu définir ce sigle. Quant à celui de SIDA, 6,53% avaient pu définir cet acronyme contre 93,47%. Ce résultat est la preuve que la population guinéenne est à majorité analphabète Interrogé sur la connaissance de l'existence du VIH/SIDA, une partie de nos enquêtés ont affirmé qu'ils croient à l'existence de la pandémie soit 69,85% contre 30,15% qui ne croient pas à l'existence du VIH/SIDA. Ce taux reflète le déni, la croyance à l'invention de la maladie par les blancs ou par quelques coutumes. L'analphabétisme joue aussi un grand rôle dans ce résultat.

La connaissance des modes de transmission est un aspect important dans la lutte contre ce fléau. Le mode transmission considéré par nos enquêtés comme principal pourvoyeur du VIH est la transmission par des rapports sexuels non protégé soit 62,81% puis au second rang par la transmission de la mère à l'enfant pendant l'accouchement soit 36,18%. La connaissance des modes de transmission des IST et du VIH/SIDA n'englobe pas une connaissance du mode de transmission de la mère à l'enfant. Aussi bien les

détenus que les gardes pénitenciers connaissent mieux la transmission sexuelle et la transmission sanguine selon l'étude de SOW AB et coll [8]. Des fausses croyances sur les modalités de transmission étaient identifiées (transmission vectorielle) dans l'étude de Diallo N et coll. [9]. Dans l'enquête du PNLIS [5], selon les prisonniers, les modes de transmission les plus cités étaient par ordre décroissant : la pénétration non protégée (80,4%), blessures avec des objets souillés (69,0%). Cependant, 12,3% ont cité que les piqûres d'insectes pouvaient entraîner le VIH.

Concernant les modes de préventions, l'utilisation systématique du préservatif pendant les rapports sexuels a été le moyen le plus cité par les détenus soit 57,29% suivi de la fidélité à un partenaire sexuel avec 39,2%. Ce résultat pourrait s'expliquer par l'impact des campagnes de sensibilisation sur le VIH/SIDA au sein de la population. Notre résultat est inférieur à celui de l'ESCOMB 2015 réalisé en Guinée [4] qui a rapporté 66,46% pour l'utilisation du préservatif et la fidélité. L'utilisation du préservatif masculin était considéré comme la mesure de prévention essentielle par 63% des interrogées dans l'étude de Diallo N et coll [9].

La connaissance du statut sérologique constitue une étape fondamentale dans la lutte contre ce fléau. En effet, le dépistage précoce permet une meilleure prise en charge des PVVIH, et d'adopter un comportement responsable vis-à-vis de la pandémie du VIH/SIDA. Dans le cadre de cette recherche, il était nécessaire de cerner l'attitude des détenus sur le test de dépistage volontaire. Sur cette question, 51,26% avaient reçu une proposition de dépistage contre 48,74%. Nous pouvons dire que l'infériorité de notre résultat signifie que les détenus ne fréquentaient pas les structures sanitaires.

Dans cette étude, 38,24% parmi les détenus avaient accepté d'être dépistés contre 61,76%. Malgré le dépistage par anonymat qui doit être le moteur clé de motivation de dépistage volontaire chez les détenus et l'augmentation des centres de dépistage volontaire dans tout le pays, beaucoup de travail reste à abattre pour inciter la population à accepter le dépistage. Quant au fait d'accepter d'être dépistés maintenant, 47,24% des détenus affirmaient accepter le dépistage maintenant contre 52,76%. Nous pouvons expliquer ce résultat par les différents comportements à risque auxquels les détenus sont confrontés au cours des différentes pratiques quotidiennes.

La communication du statut sérologique : nous avons enregistré 81,91% des détenus qui accepteraient de dévoiler leur statut sérologique contre 18,09%. 21,61% au conjoint ; 17,09% pour les proches et 6,03% au collaborateur des services. La persistance des discriminations négatives envers les PVVIH serait à l'origine de cette crainte de dévoiler le statut sérologique. Les relations sexuelles avec les professionnels de sexe (prostituées) constituent un comportement à risque pour contracter le VIH/SIDA. Dans notre étude, nous avons rapporté 55,28% qui disent ne pas avoir des relations sexuelles avec les professionnels de sexe contre 44,72% qui ont répondues oui. Ce résultat montre le mauvais comportement que les détenus adoptent quand ils sont en liberté.

Le multi partenariat consiste à avoir plusieurs partenaires sexuels. Au cours de notre étude, nous avons trouvé 31,16% qui ont répondues n'avoir aucun partenaire sexuel durant les 24 derniers mois. Ce résultat s'expliquerait par le fait que la majeure partie de nos enquêtés avaient un emprisonnement supérieur à deux (2) ans, par contre les autres

détenus qui avaient eu plusieurs partenaires sexuelles avaient un emprisonnement inférieur à deux ans.

Actuellement une de priorités de la lutte contre le VIH est la prise en charge et la déstigmatisation des PVVIH/SIDA. Ceci prend en compte les aspects médicaux, socioéconomiques, psychosociaux et affectifs. 19,6% de nos enquêtés ont répondu être favorable à vivre avec une PVVIH. Notre résultat est le reflet que malgré le degré d'information des détenus sur le VIH/SIDA, cette maladie inspire toujours la honte et la peur d'où les attitudes de stigmatisation et de discrimination envers les personnes infectées. Ce résultat est supérieur à celui de l'ESCOMB 2015 réalisé en Guinée [4] qui a trouvé que seulement 2,85% acceptaient de vivre avec une PVVIH.

Une partie de nos enquêtés disait qu'il n'avait aucun lieu d'obtention du préservatif avec 46,73%, suivi de 29,15% qui affirmaient que la Boutique était leur lieu d'obtention habituel. Ce résultat montre les pratiques à risque qui prédominent chez les détenus et la honte ou la peur d'être exposé en obtenant le préservatif à la pharmacie. Au titre des précautions à prendre pour éviter le VIH/SIDA, 53,27% affirmaient avoir pris des précautions lors des relations sexuelles. Le préservatif est la précaution la plus citée avec 98% contre 2% pour le médicament (décoction). Pour le rythme d'utilisation du préservatif, 37,69% ont répondues avoir utilisé souvent le préservatif pendant les rapports sexuels. Cela prouve que le préservatif n'était pas toujours utilisé à 100% par les détenus.

Conclusion

Au terme de notre étude, il ressort que les détenus ont un niveau de connaissance très faible en matière de VIH/SIDA. Nous avons constatés une

faible connaissance des détenus sur les modes de transmission et de prévention, et en plus ils n'avaient pas une connaissance parfaite sur la définition du sigle du VIH et du SIDA. Les résultats de notre étude montrent qu'il existe des risques majeurs de contamination du VIH/SIDA pour les détenus, et surtout une faible connaissance sur les modes de transmission et de prévention. Les détenus avaient une idée discriminatoire envers les PVVIH/SIDA. Les connaissances n'étaient pas utilisées dans leurs habitudes courantes. Ces risques sont entre autre le multi partenariat, les relations sexuelles avec les professionnels de sexes, la non utilisation du préservatif au cours des différents rapports sexuels entrepris lors de leurs différents séjours. Il est nécessaire de redéfinir une nouvelle stratégie de la prévention afin de corriger ces pratiques à risque dans cette frange de la population. Pour l'amélioration du niveau de connaissances, attitudes et pratique des détenus face au VIH/SIDA dans le milieu carcéral en général, il est indispensable de renforcer les séances de campagne de sensibilisation dans les différents lieux de détention et sur toute l'étendue du territoire national.

^a Correspondance

Aboubacar I Sylla
(drsylla1@gmail.com)

Reçu: 17 Avril, 2018 ; Accepté: 20 Avril, 2018; Publié: 08 Mai, 2018

Service de Médecine Interne, Hôpital National Donka,
Conakry, Guinée

© Journal of african clinical cases and reviews 2018

Conflit d'intérêt: Aucun

Références

- [1] Sylvie Stankoff Jean Dherot Rapport de la mission santé-justice sur la réduction des risques de transmission du VIH et des hépatites virales en milieu carcéral Décembre 2000.
- [2] Batterfield F. Infections in Newly Freed Inmates Are Rising Concern 07-57464;(2003).
- [3] Gear S. et Ngubeni K. Sex and Sexual Coercion in Men's Prisons(2002).
- [4] Enquête de Surveillance Comportementale et Biologique des IST/VIH/SIDA (ESCOMB 2015). Fond mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, 74 (10 ;12 ;26 ;27 ;41 ;42 ;46)
- [5] Programme National de Lutte contre le Sida et les IST (PNLS). Enquête comportementale et de séroprévalence du VIH chez les prisonniers Togo en 2011. Fonds mondial. V : 43(18 ;
- [6] PERREAU C. l'infection par le VIH en milieu carcéral à la Martinique : Etude descriptive au centre pénitentiaire de Ducos entre 1996 et 2009. Diplôme de doctorat d'état en médecine option médecine générale, Faculté de médecine Université de Nantes, année 2010, N° : 30
- [7] Ouédraogo O, Garanet F, Sawadogo S, Mesenge C, Schmid JBG et coll.: La vulnérabilité des détenus hommes face au VIH/sida à Ouagadougou (Burkina Faso), Santé publique volume 27 / N° 5 - septembre-octobre 2015.
- [8] Sow AB Diedhiou K, Faye A et coll. Etude évaluative des connaissances, attitudes et pratiques vis-à-vis des IST/VIH/SIDA des gardiens et détenus.2007, N° : 053.03.13-07, Bibliothèque ISD, Dakar
- [9] Diallo N, Gankpe F, Kone K, Ouedraogo O, Mesenge C, Rapp C et coll. Connaissances, Attitudes et Pratiques des femmes détenues face à l'infection par le VIH au Mali. Université Senghor Egypte. sciencesconf.org:spe-smanf-2013:23972.

Pour citer cet article:

Diallo Alpha Amadou Sank, Sylla Aboubacar I, Sow Houssainatou et al Connaissances, attitudes des détenus face au VIH/SIDA en Moyenne Guinée. *Jaccr Africa* 2018; 2(2):169-177.